

## Qui sommes-nous?

La Banque CIBC (CM: TSX, NYSE) est une institution canadienne de premier rang. Par l'intermédiaire de ses trois principaux secteurs d'activité, Services bancaires de détail et Services bancaires aux entreprises, Gestion des avoirs et Services bancaires de gros, la Banque CIBC offre un éventail complet de produits et de services financiers à 11 millions de clients au Canada et partout dans le monde.

## Principaux secteurs d'activité

- Services bancaires de détail et Services bancaires aux entreprises
- Gestion des avoirs
- Services bancaires de gros

## Mesures

	2012	2013
Total de l'actif	393,4 G\$	398,4 G\$
Dépôts	300,3 G\$	313,5 G\$
Prêts et acceptations	252,7 G\$	256,4 G\$
Ratio des fonds propres de première catégorie – actions ordinaires	9,0 % <sup>(1)</sup>	9,4 %
Capitalisation boursière	31,8 G\$	35,4 G\$
Rendement total pour les actionnaires	9,82 %	18,41 %

## Stratégie de la CIBC

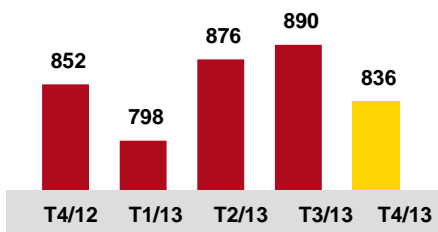
La CIBC souhaite être la banque chef de file pour ses meilleurs clients. Nous avons adopté une stratégie axée sur le client qui crée une valeur pour l'ensemble de nos parties intéressées. Nous avons établi quatre objectifs pour l'entreprise :

1. Relations étroites et durables avec la clientèle
2. Croissance stratégique en tirant parti de nos compétences concurrentielles ou en améliorant ces dernières
3. Saine gestion du risque
4. Résultats constants et durables

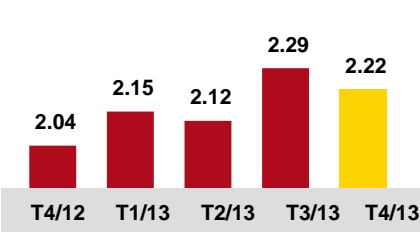
Pour atteindre nos objectifs d'entreprise, nous renforçons davantage nos activités au Canada et les étendons aux principaux centres mondiaux pour répondre aux besoins de nos clients.

## Points saillants financiers

**Bénéfice net enregistré (en millions de dollars canadiens)**

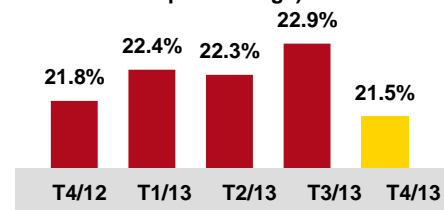


**Croissance du résultat rajusté par action<sup>(2)</sup> (en dollars canadiens)**



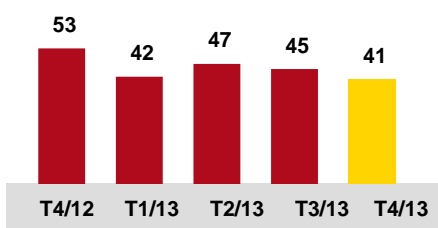
Objectif : Croissance du RPA de 5 à 10 %, par année, en moyenne

**Rendement rajusté des capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires<sup>(2)</sup> (en pourcentage)**



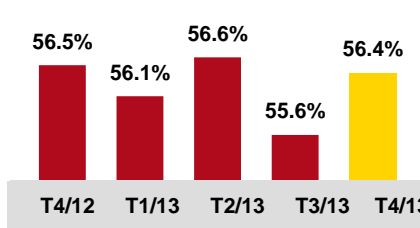
Objectif : Rendement moyen de 20 % durant le cycle

**Ratio des pertes sur créances (en points de base)**



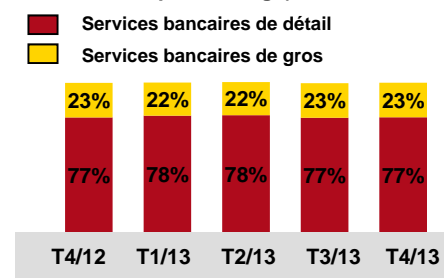
Dorénavant, l'objectif sera inférieur à 60 points de base

**Rajustement du coefficient d'efficacité (BIE)<sup>(2)</sup> (en pourcentage)**



Objectif : Obtenir un classement médian parmi notre groupe de pairs du secteur

**Composition des activités<sup>(3)</sup> (en pourcentage)**



Objectif : 75 % – Détail

<sup>(1)</sup> Estimation pro forma.

<sup>(2)</sup> Mesure non conforme aux PCGR. Voir la rubrique Mesures non conformes aux PCGR à la section Notes aux utilisateurs, aux pages i et ii du guide Information financière supplémentaire – T4 de 2013 et la page 12 du Rapport annuel de 2013, que vous trouverez à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais).

<sup>(3)</sup> Le ratio correspond au montant du capital économique attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.

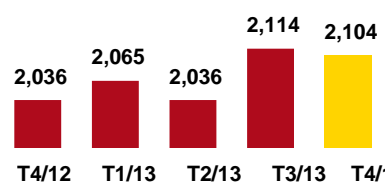


### Faits saillants et rendement : T4 de 2013

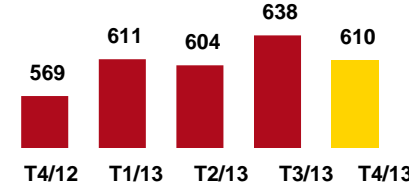
#### Services bancaires de détail et Services bancaires aux entreprises

- Revenus de 2,1 milliards de dollars et bénéfice net de 610 millions de dollars
- A respecté son engagement d'offrir aux clients un programme de primes voyages à la fine pointe du marché grâce au lancement du programme de primes voyages Aventura CIBC amélioré
- Conforme à sa stratégie d'approfondir la relation d'affaires avec les clients et d'y investir, la CIBC a conservé des comptes de carte de crédit Aéro Or CIBC Visa détenus par des clients ayant une relation bancaire élargie avec la CIBC en vertu des modalités d'un accord tripartite avec Aimia et la TD
- Réalisation d'une étape importante relativement au programme d'expansion de son réseau de distribution grâce à l'ouverture de son 150<sup>e</sup> centre bancaire depuis 2008

Revenus (en millions de dollars canadiens)



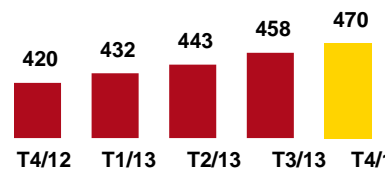
Bénéfice net (en millions de dollars canadiens)



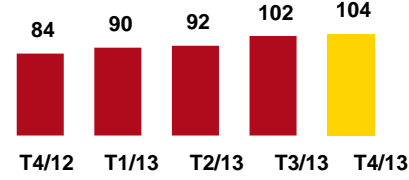
#### Gestion des avoirs

- Revenus de 470 millions de dollars et bénéfice net de 104 millions de dollars
- A annoncé son intention d'acquérir Atlantic Trust, une société de gestion privée de patrimoine américaine, dans le cadre du plan stratégique visant à faire croître ses activités de gestion des avoirs en Amérique du Nord
- A atteint pour le 19<sup>e</sup> trimestre consécutif des ventes nettes au détail positives de fonds communs de placement à long terme et a enregistré des ventes nettes à long terme de 4,8 milliards de dollars
- A apporté des améliorations importantes à la plateforme Pro-Investisseurs CIBC

Revenus (en millions de dollars canadiens)



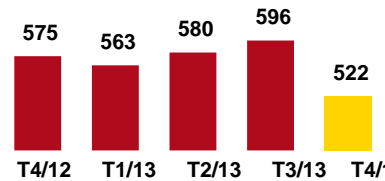
Bénéfice net (en millions de dollars canadiens)



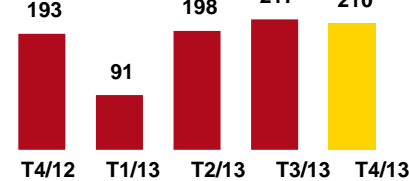
#### Services bancaires de gros

- Revenus de 522 millions de dollars et bénéfice net de 210 millions de dollars
- Au premier rang des marchés boursiers canadiens dans le sondage annuel mené par Brendan Wood International parmi les investisseurs institutionnels
- Nommée meilleure prévisionniste des dollars canadiens et australiens par Bloomberg pour les quatre trimestres terminés le 30 juin 2013
- Au premier rang au chapitre du volume, de la valeur et du nombre de négociations de titres canadiens selon TSX et le Rapport sur la part de marché des SNP, et ce, de 2009 à ce jour

Revenus (en millions de dollars canadiens)



Bénéfice net (en millions de dollars canadiens)



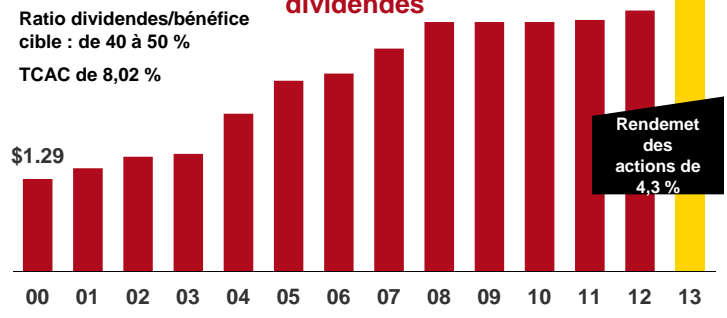
### Renseignements destinés aux actionnaires

#### Cours de l'action

Période de cinq exercices se terminant le 31 octobre 2013



#### Historique des dividendes



\* La CIBC a toujours versé des dividendes depuis son tout premier en 1868.

#### Coordonnées de la personne-ressource

#### Relations avec les investisseurs CIBC

Geoff Weiss, premier vice-président

Téléphone : 416 304-8726  
Télécopieur : 416 980-5028

Courriel : investorrelations@cibc.com  
Site Web : www.cibc.com/francais

Un mot sur les énoncés prospectifs  
De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent Rapport annuel, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se valent des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable au Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites au sein de « Messages du président et chef de la direction », « Vue d'ensemble – Performance par rapport aux objectifs », « Vue d'ensemble du rendement financier – Impôt », « Vue d'ensemble du rendement financier – Événements importants », « Perspectives pour l'année 2014 », « Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique – Services bancaires de détail et Services bancaires aux entreprises », « Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique – Gestion des avoirs », « Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique – Services bancaires de gros », « Situation financière – Sources de financement », « Situation financière – Arrangements hors bilan », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Instruments financiers », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Contrôles et procédures », du présent rapport, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles, nos objectifs, nos perspectives pour l'année 2014 et les périodes subséquentes. Ces énoncés ne reconnaissent habituellement à l'empêchement de termes comme « croire », « prévoir », « compléter », « estimer », « prévision », « cible », « objectif » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives pour l'année 2014 » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et à des incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; y compris la loi fédérale Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act ainsi que les dispositions réglementaires en vertu de celle-ci, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'issue de poursuites et d'incidents réglementaires, et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des fiscalités; les changements à nos modes de crédit; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au territoire, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnelles aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; y compris l'évolution des risques liés aux opérations; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous est fournis en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; les fluctuations de change et de taux d'intérêt; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; y compris la croissance du niveau d'endettement des ménages au Canada et la crise de la dette souveraine en Europe; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité à attirer et à retenir des employés et des cadres clés; notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les coentreprises; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi, ces facteurs et d'autres doivent-ils être lus avec les énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.